

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France
Versailles, 23 mars, minuit.
Le conseil de guerre vient de rendre son jugement dans l'affaire Boquet, professeur de langues, ancien maire du 5^e arrondissement. Les circonstances atténuantes ont été admises, et l'accusé a été condamné à un bannissement de cinq ans.

Marseille, 23 mars.
Le tribunal a rendu son jugement dans l'affaire du journal la République radicale, contre M. de Kératy, préfet des Bouches-du-Rhône. Le jugement dit que les préfectures ne sont pas obligées de donner un récépissé des déclarations faites, et renvoie conséquemment M. de Kératy des fins de la plainte. Le directeur du journal a interjeté appel.

Angleterre
Londres, 23 mars.
L'Observateur apprend d'une source digne de foi que la réponse de lord Granville est des plus conciliantes et des plus amicales. Elle s'étend longuement sur tous les arguments employés dans la question. Non-seulement elle renouvelle la protestation de l'Angleterre contre l'indéfinissabilité des demandes pour pertes indirectes, mais elle soumet la question de l'admissibilité à la décision du tribunal de Genève.

Autriche
Vienne, 23 mars.
Les deux Chambres ont, en troisième lecture, le projet de loi relatif à l'augmentation de l'effectif de cavalerie sur le pied de paix. Le gouvernement a promulgué la loi électorale sanctionnée par l'empereur. Le Reichsrath s'est ajourné jusqu'au 7 mai.

Belgique
Bruxelles, 23 mars.
L'Organe de Namur dit que la question des chemins de fer du Luxembourg aurait été résolue à Berlin, sur la base suivante : Le Luxembourg céderait l'exploitation du réseau à la commission impériale des chemins de fer de l'Alsace, dont le siège est à Strasbourg.

Italie
Rome, 23 mars.
La chambre des députés a adopté l'amendement des droits sur le pétrole et les propositions tendant à réprimer la contrebande, à supprimer le port-franc de Civita-Vecchia le 1^{er} janvier 1874, et, enfin, à convertir, dans un délai de trois ans, le port franc de Gènes en magasin général.

L'ensemble des projets financiers a été ensuite adopté par 208 voix contre 100.
M. Sella a présenté le budget définitif de 1872 et le budget présumé de 1873. La chambre s'est ajournée au 15 avril.

Opinion dit qu'il n'existe pas de traité d'alliance avec la Prusse, mais seulement des rapports très cordiaux entre un ennemi commun. Elle déplore la croisade du parti clérical français-contre l'Italie. Elle dit que l'arrivée de M. Fournier est une victoire du parti libéral et de la sagesse politique de la France. Elle constate les résistances que M. Thiers a dû vaincre. Elle ajoute que la France ne connaît pas assez les conditions de l'Italie, ses sentiments et ses aspirations. Il est bon qu'un représentant intelligent et consciencieux vienne juger par lui-même le nombre de préventions tombées sur M. Fournier. Il faut un gouvernement et un peuple voulant fermement la paix, contraires à la politique d'agitation, desirant seulement développer en paix leur propre activité et maintenir des rapports internationaux amicaux.

PARIS, DIMANCHE 24 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Une dépêche adressée hier à Versailles par l'Agence Havas donne comme à peu près certain que l'Assemblée ne prendra pas de vacances avant le 8 avril. Le Gouvernement, à l'en croire, serait résolu à précipiter la discussion des nouveaux impôts, et à exiger du patriotisme de nos re-

présentants de les voter, sans désenchanter, à la suite des budgets spéciaux en cours de discussion. C'est peut-être faire trop bon marché du dissentiment profond qui a éclaté jusqu'à ce jour entre M. Thiers et la commission, toutes les fois que le président de la République a essayé, avec l'insistance et l'habileté qui lui sont familières, de la ramener à ses idées.

Il semble, au reste, que le Gouvernement ait réfléchi depuis sur la nécessité d'une discussion approfondie devant l'Assemblée, dans l'intérêt même des impôts qu'il présente. N'ayant pu persuader la commission, après tant d'efforts répétés et pressants, s'exerçant dans la quasi-intimité de réunions peu nombreuses, il est d'autant plus disposé à retourner par un coup de surprise et sous la menace de la nécessité, l'Assemblée tout entière. Cette dernière envisage depuis trop longtemps les exigences de la situation, et son opinion est trop arrêtée sur les moyens d'y faire face pour qu'elle soit impressionnée par de tels arguments. C'est le résultat contraire qu'il aurait fallu attendre d'un débat précipité, et que le Gouvernement n'aurait sans doute fait que perdre définitivement une cause déjà bien compromise dans le travail consciencieux et réfléchi des bureaux.

Les renseignements que nous recevons aujourd'hui contredisent les termes de la dépêche arrivée hier, et démentent formellement la résolution prise à M. Thiers de presser la discussion des nouveaux impôts avant les vacances. Il ne restait donc plus que les budgets des travaux publics, de la justice, de l'intérieur et de la guerre à voter. Bien que sur ces deux derniers il y ait à prévoir un certain nombre de critiques et d'observations sérieuses, on peut espérer que l'Assemblée pourra se réunir avant le 8 avril prochain.

Les députés se sont réunis hier dans leurs bureaux pour nommer une commission chargée d'examiner les deux propositions déposées par M. de Carayon-Latour et M. Philippoteaux pour la libération. Le lecteur connaît déjà les moyens financiers qui servent de base à ces deux systèmes. Celui de l'honorable M. Carayon-Latour consiste dans une contribution de 20/0 qui frapperait toutes les valeurs et serait prélevé en dix annuités, avec un intérêt de 5 0/0. M. Philippoteaux propose une taxe analogue, quoique moins générale, qui imposerait la valeur en capital de tous les biens sans exception d'une contribution de 2 1/2 0/0.

Après une discussion fort animée, une commission de 15 membres a été élue. L'opinion favorable et l'opinion défavorable aux projets de libération se partagent presque également cette commission importante.

QUESTION DU JOUR

LA FERMETURE DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE

Les désordres qui avaient signalé ces jours derniers le cours de l'honorable M. Dolbeau, ont pris fin, grâce à la fermeture de l'école.

Au lieu de cette mesure générale, qui frappe indistinctement les bons et les mauvais, les meneurs et les menés, nous eussions préféré que le Gouvernement en fît une bonne fois avec cette catégorie d'individus dont nous parlions hier.

La grande majorité des étudiants en médecine se compose pour la plupart de jeunes gens studieux, appartenant à la classe bourgeoise, venus de tous les points de la France, pour prendre leurs grades et fort pressés de retourner chez eux pour y exercer les modestes, mais utiles fonctions de médecins de campagne. La fermeture de l'école constitue pour cette grande majorité d'étudiants une perte de temps et d'argent, qu'il eût été facile de leur épargner, avec un peu de résolution. Il suffisait, pour éviter cette extrême fâcheuse, d'arrêter, dès le début, les meneurs, et de les traduire devant les tribunaux universitaires pour tous les délits commis dans l'intérieur de l'école.

par les péripéties d'une intrigue romanesque, par les exploits ténébreux du traître et les lazzi entraînants du comique obligé? Un directeur eût peut-être consenti à voir en Daniel Manin un héros pour le livre, mais non pour le théâtre. Ne sait-on pas bien ce qu'il faut à ce public vulgaire?

Eh bien ! les auteurs de Daniel Manin ont eu le respect du public, le scrupule de la vérité historique, la conviction du bien, la vénération intelligente et chaste de l'illustre prosaïte. Leur drame n'en a pas moins d'action sur la foule. On s'intéresse, vivement à la résistance désespérée de Venise, à la fierté sublime de ce peuple martyr et toujours indompté, à la grandeur d'âme de son chef, qui personnifie si héroïquement la patrie. Ils ont réussi, dans le court espace de cinq actes rapides, à donner une idée complète de cette lutte inouïe. Ils ont développé d'une manière saisissante le caractère de Daniel Manin, cet homme d'une loyauté si haute, d'une abnégation admirée de l'ennemi lui-même, d'une sensibilité si délicate et à la fois d'une énergie si infatigable. C'était bien le digne champion de la cause nationale, celui qui, toujours maître de soi, possédait la grande force recommandée par Montaigne : la modération.

Il était un grand exemple encore lorsque, se refusant à flatter Venise par de vaines espérances de salut, il disait à l'Assemblée : « J'ai cessé de parler d'espérance au peuple, parce que je veux que sur ma tombe on puisse écrire : « Ci-gît un honnête homme ! »

Quelle leçon il nous donnait aussi par avance lorsqu'il adjurait ses concitoyens de faire trêve à tous dissentiments politiques tant que l'ennemi n'aurait point quitté sans retour le sol de la patrie !

cole, devant le tribunal de police correctionnelle pour les manifestations de nature à troubler la tranquillité de la rue. Avec une vingtaine d'arrestations, judicieusement faites, le Gouvernement en serait tiré.

La fermeture de l'école de médecine peut être un moyen commode de sortir d'embarras ; ce n'est pas une solution, et rien ne dit qu'à la reprise des cours nous n'ayons pas à déplorer le retour de nouveaux désordres.

Nous ne voulons pas insister, et nos critiques portent plutôt sur la forme que sur le fond. L'important, c'était que l'autorité eût le dernier mot et qu'on fit cesser le scandale. Or, si a cessé, et les patrouilles de cuirassiers qui se sont proménées hier au soir, dans tout le quartier latin, n'ont pas trouvé le moindre groupe à disperser.

Toutefois le Gouvernement fera bien de ne pas s'endormir sur ce mince succès ; et puisque l'occasion s'en présente, il devrait bien — l'idée n'est pas nouvelle — en attendant le projet de réorganisation de notre enseignement supérieur, présenter comme amendement à la loi qui régit les facultés, un article fixant une limite d'âge pour les étudiants en médecine. On se débarrasserait ainsi d'une foule de pseudo-étudiants qui n'ont jamais étudié, qui ne s'occupent jamais, et en finirait du coup avec toute cette bohème.

Nous reviendrons, en temps opportun, sur cette idée.

ALBERT DURUY.

Il est question d'une interpellation que l'honorable M. Bamberger, député de Meurthe-et-Moselle, se propose de faire à la séance de demain, au sujet du maréchal Bazaine.

Dans un article qui trahit, à chaque ligne, la plume de son éminent directeur, la Presse analyse, avec une grande finesse d'appréciation, un premier-Londres qui a paru dans le Times, il y a deux ou trois jours, au sujet de l'anniversaire du prince impérial.

Nous croyons devoir reproduire en entier cet article, intitulé : l'Autocratie.

« A propos de l'anniversaire de la naissance du prince impérial, célébré à Chislehurst, le Times publie un article important qui a été intégralement reproduit hier par le journal l'Ordre. Cet article qui est une appréciation magistrale de la situation de notre pays, contient deux affirmations qui nous ont frappés et sur lesquelles nous voulons nous expliquer.

La première est celle-ci : « Rien n'a pu rattrapper l'Empire à l'intérieur » si l'on s'est tenu au régime constitutionnel, « si l'on venait de fonder ». La seconde n'est pas moins nette, et le Times la formule dans les termes suivants : « Si les Français, au lieu de se gouverner eux-mêmes, veulent avoir une main forte qui les guide, il n'en est pas de plus efficace que l'autocratie napoléonienne. »

Le rapprochement de ces deux propositions en établit déjà la contradiction. Si l'Empire a été renversé pour ne pas s'être tenu au régime constitutionnel, comment pourrait-il revenir et se maintenir en s'imposant comme une autocratie ? Il y a là, de la part du grand organe de la cité de Londres, un manque de logique qui n'est pas dans ses habitudes, et qui trahit chez lui une observation superficielle des causes morales dans lesquelles il faut chercher l'explication de nos malheurs et celle de cette confusion des esprits dont les douloureux effets viennent compléter et aggraver nos désastres.

Quand le Times affirme que l'Empire eût été invincible sous l'égide du régime constitutionnel, il parle excellemment et il dit une vérité que nous croyons incontestable. Déjà, à plusieurs reprises, nous nous sommes catégoriquement expliqués sur ce point, en répondant à ceux qui ont voulu mettre au passif des institutions libérales les catastrophes qui ont suivi de si

près leur avènement. L'étude approfondie de ces catastrophes établit, au contraire, qu'elles sont uniquement dues à la pratique incomplète et faussée du régime parlementaire dont la France, en 1870, n'avait que les dangereux entraînements, sans en avoir les garanties efficaces.

Qu'est-ce qui a fait moralement crouler l'Empire le 4 septembre, avant que la République ait été violemment imposée à l'hôtel de ville ? C'est l'excès de la responsabilité du chef de l'Etat, deux fois responsable, aux yeux des partis, comme souverain et comme commandant en chef de toutes les armées de terre et de mer. Le commandement politique et militaire qu'il exerçait ne comportait que la réussite de ses combinaisons diplomatiques et le triomphe de ses plans de campagne. Mais si la guerre était mal entreprise, mal conduite, et si elle eût abouti à des défaites, il se trouvait directement atteint et le contrecoup dont il était frappé devenait mortel.

Le 4 septembre, un homme d'un noble cœur et d'un grand esprit, M. Nisard, s'écriait : « L'empereur est doublement inviolable, car il est vaincu et prisonnier. » En d'autres termes, que le nôtre et, dans un pays autre que la France, ces généreuses paroles eussent ému l'honneur national ; mais le 4 septembre, elles se perdirent au milieu des excitations populaires, qui ne voyaient dans l'empereur captif que le souverain dirigeant et malheureux.

Néanmoins, nous reconnaissons qu'après tout ce qu'elle a souffert, la France cherche vaguement et attend impatientement ce que le Times appelle « la main forte » pour la guider et pour la sauver. Nous convenons qu'une autocratie quelconque, celle d'un César ou celle d'un Napoléon, n'est que chance de succès. Mais ce ne serait qu'une transition violente et stérile, et dans l'état sans précédent où est le pays, l'ordre garanti par la force ne serait plus que cette autorité tempérée et modérée, dont l'Empire fut l'expression dans sa première phase. La constitution de 1852 elle-même ne serait plus possible, et pour contenir les partis, pour étouffer les protestations libérales ou les passions populaires, ce ne serait pas assez du despotisme légal, la dictature deviendrait inévitable.

Nous avons la conviction profonde que toutes les dictatures seraient le dernier coup porté à la France. Quelles qu'elles soient, qu'elles naissent dans la rue, au sein des turbulences démagogiques, ou qu'elles sortent des casernes, que les soldats les imposent ou que les généraux les dirigent, elles n'en sont pas moins détestables. Elles ne peuvent rien fonder. Elles ne sont qu'une forme nouvelle de la révolution, brisant le droit et déguisant l'anarchie sous la servitude.

Autocratie napoléonienne, autocratie royale, autocratie plébiscitaire ou militaire, nous les repoussons toutes. S'il est vrai que la France appelle, et qu'il le trouve, c'est qu'il souffre ; c'est le cri de ses souffrances et non la voix de sa raison. Il ne sera sauvé que par un sauveur. Il ne sera sauvé que par lui-même, ou il périra. Il s'agit de savoir s'il lui reste assez de sève, assez de bon sens et de courage, pour triompher des éléments dissolvants qui le perdent, et pour personnifier dans ses institutions nationales la grandeur morale de douze siècles de progrès, de civilisation, de génie intellectuel et politique. L'épreuve est solennelle et suprême. Ou la France, continuant ses destinées, fondera un gouvernement libre, qui fera marcher de pair l'ordre et la liberté, le progrès et les traditions, ou elle se livrera à quelque dictature de passage, qui ne lui donnera le repos trompeur du présent que pour lui assurer un lendemain sans avenir et la vouer à la décadence des peuples vaincus et asservis.

République, Empire, Monarchie, aucun de ces régimes ne vivra en dehors des institutions parlementaires, sérieusement et loyalement pratiquées. S'il est possible que dans l'état confus où nous sommes, la fortune ou l'audace puisse donner le pouvoir, il n'y a que le droit et la liberté, qui puissent le fonder.

laisser au public une impression nette et vivement sentie des phases successives du siège de Venise, auquel nous récents désastres nous font prendre aujourd'hui un intérêt plus sensible.

La seule fiction accessoirement imaginée par MM. de Lorbae et Dharmon n'est pas inutile au développement de l'idée générale du drame.

Il nous introduit chez Manin le fils du gouverneur de Venise, qui, sous un nom supposé, est devenu l'hôte familier de la maison, et s'est fait aimer de la digne fille du grand patriote. Il retarde autant que possible l'aveu de son origine, de sa nationalité maudite.

Il aime trop Emilia pour avoir la force de s'écarter, et du reste, il réprouve la tyrannie autrichienne. Cependant, au moment où Venise va se soulever, la tristesse et l'embarras du malheureux fiancé d'Emilia n'échappent pas à Manin, qui le presse de questions et lui arrache enfin son fatal secret.

Hongrois par sa mère, Léopold de Leuvel garde à l'Italie opprimée ses plus ardentes sympathies ; mais comment a-t-il pu rêver l'union impie du fils du bourreau de la Vénétie avec la fille de la victime ? Emilia le chasse, dans un transport d'indignation et de sainte colère, comme elle chasse de son cœur un amour qui lui semble une insulte à la patrie et un sacrilège.

Plus tard, Léopold ose déclarer à son père qu'il passe ouvertement dans le rang des vaincus, préférant leur supplice à la honte des vainqueurs. En effet, il combat avec les Vénitiens, et c'est couvert de sang, blessé par les soldats de son père, qu'il retourne Emilia.

Les auteurs font partager au proscrit volontaire l'exil de Manin et de sa fille à Paris. On voit le président de la République de Venise donner des leçons de langue italienne dans cet humble logis où la mort vient frapper sa fille la première, sa fille, l'espoir de son cœur, sa consolation suprême, l'adorable refuge de sa grande âme accablée.

Dans Un souvenir de Manin, poème délicatement ému, de M. Ernest Legouvé, on lit ces vers touchants sur Emilia Manin.

Elle était tout ensemble et sa fille et sa mère ; Et leur amour croissait de toutes leurs douleurs. Tour à tour consolés ou bien consolateurs. Chacun, que ce fût l'ange ou que ce fût l'apôtre, Sechaient en ses pleurs et se pleuraient l'autre. Et dans ce doux mélange et de soins et d'appui, Elle, pour l'effort, devenait forte, et lui, Lui, touchant abandon de l'amour paternelle, Il faiblissait parfois, pour s'appuyer sur elle !

C'était si bien l'enfant de son sang, de son âme ! Ah ! lorsqu'il la voyait, l'œil brillant de fierté, Trevaillant et pâle au nom de liberté, Il lui semblait, orgueil et volupté suprême, Voir paraître à ses yeux l'Italie elle-même, Mais l'Italie heureuse et la jeunesse au front, Pure de tout excès comme de tout affront. Les mains libres, debout, belle, réveillée, Telle qu'un monde, un jour, lui-même il la montrée.

On nous écrit de Versailles, le 24 mars : On n'a encore reçu ici aucun avis confirmant la nouvelle de la démission du prince Charles de Roumanie.

Le bruit courait hier à l'Assemblée que M. Thiers voulait intervenir pour faire voter les impôts avant les vacances. Il paraît certain, en effet, que le gouvernement demandera à l'Assemblée de voter avant de se séparer les nouveaux impôts, mais l'entente n'ayant pu s'établir entre les commissions et le gouvernement, une discussion approfondie devant l'Assemblée est nécessaire, et il paraît difficile que cette discussion puisse avoir lieu avant les vacances. On assure, du reste, que M. Thiers entend laisser à l'Assemblée toute la liberté de ses décisions, et qu'il ne fera pas de l'adoption de son système financier, une question de gouvernement.

Il ne reste plus à discuter que les budgets des travaux publics, de la marine, de la justice, de l'intérieur et de la guerre. On ne croit pas que cette discussion, au moins pour les travaux publics, la marine et la justice, doive durer beaucoup. Restent la guerre et l'intérieur ; mais l'on pense que toutes les observations à faire pourraient plus naturellement trouver place au budget de 1873.

Le baron Chaurand a déposé hier son rapport sur la levée de l'état de siège ; ce rapport, très modéré dans la forme, mais ferme dans les conclusions, se prononce contre la levée de l'état de siège.

Hier soir, à la présidence, dîner de députés et de savants. M. Grévy y assistait.

LETTRES DE VERSAILLES

Séance du 23 mars.

Au début de la séance, M. le baron Chaurand a déposé son rapport sur la levée de l'état de siège, et a communiqué à la commission parlementaire, un rapport sur la proposition de l'honorable M. Schelcher et quelques-uns de ses collègues, demandant la levée de l'état de siège dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

La commission conclut à ce que cette proposition ne soit pas prise en considération.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de MM. Naquet, Bourgeois, Chevandier et plusieurs de leurs collègues. Cette proposition de loi est ainsi conçue :

« Une commission de quinze membres sera nommée par les bureaux, pour étudier dans leur ensemble toutes les questions ayant trait à la révision de la législation de l'an XI, en ce qui concerne la médecine et la pharmacie, et pour préparer un projet de loi générale sur cette matière. »

La commission d'initiative parlementaire conclut à la prise en considération.

M. Bonissou appuie ces conclusions. La loi de l'an XI était une loi provisoire. A diverses reprises, depuis soixante-dix ans qu'elle dure, plusieurs projets destinés à la remplacer ont été mis à l'étude, mais n'ont pu être réalisés. Il appartient à l'Assemblée actuelle, qui a pris l'initiative de tant de mesures, de tant de réformes importantes, de s'occuper de ces travaux une loi relative à la réorganisation de la médecine.

Les conclusions de la commission d'initiative parlementaire sont mises aux voix et adoptées.

L'Assemblée reprend la suite de la discussion du projet de loi ayant pour objet de désigner les nouveaux lieux de déportation. On en était resté hier à l'article 6, lequel est ainsi conçu : « Un projet de loi réglant le régime des condamnés, la compétence disciplinaire à laquelle ils seront soumis, les mesures destinées à prévenir le désordre et les évasions, les concessions de terres soit dans les îles, soit sur la grande terre, les conditions auxquelles elles pourront être faites et révoquées, enfin le droit pour les familles des déportés de se rendre dans les lieux de déportation et les conditions auxquelles elles pourront obtenir leur transport aux frais de l'Etat, sera présenté par le gouvernement dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi. »

Sur cet article, M. Gent avait déposé un amendement dont voici les termes :

« Un projet de loi réglant le régime des condamnés, la compétence disciplinaire à laquelle ils seront soumis, les mesures destinées à prévenir et à réprimer les évasions, les concessions de terres, soit dans les îles, soit sur la grande terre, les conditions aux-

quelles elles pourront être faites ou révoquées ; enfin le droit pour les familles qui le demanderont, d'être amenées aux frais de l'Etat jusqu'aux lieux de la déportation, sera présenté par le gouvernement dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi. »

La différence qu'il y a entre l'article 6 de la commission et l'article 6 transformé par M. Gent, consiste donc en ceci : La commission, dans son paragraphe final, reconnaît à toutes les familles des déportés le droit de se rendre, à leurs frais, sur les lieux de déportation, et elle ajoute que, quant aux familles qui n'auront pas le moyen de se faire transporter, elles obtiendront de l'Etat, sous certaines conditions, leur transport gratuit. M. Gent, au contraire, demande, dans son paragraphe final, que toutes les familles soient autorisées à partir aux frais de l'Etat.

Après une assez vive discussion, à laquelle prennent part MM. Gent, Turquet et l'amiral Pothuau, l'amendement de M. Gent, mis aux voix, n'est pas adopté.

L'article 6 est ensuite mis aux voix et adopté. M. Brisson paraît à la tribune et développe un article additionnel, dont voici le texte : « Aucune condamnation à la déportation ne sera mise à exécution qu'après la délibération sur les propositions relatives à l'amnistie et le vote de la loi prévue par l'article 6. » Cet article additionnel est repoussé au scrutin par 398 voix contre 205.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi concernant les fabriques de liqueurs.

L'urgence a été déclarée, et le projet de loi ne doit, en conséquence, être soumis qu'à une seule délibération.

Les deux premiers articles sont ainsi conçus : « Les liqueurs, les fruits à l'eau-de-vie et les eaux-de-vie en bouteilles seront taxés, comme les eaux-de-vie et les esprits en cercles, proportionnellement à leur richesse alcoolique. »

Art. 2. — Le droit de consommation par hectolitre d'alcool pur contenu dans les liquides, les fruits à l'eau-de-vie et les eaux-de-vie en bouteilles est fixé en principal à 175 fr.

Ils sont successivement mis aux voix et adoptés.

M. Thophile Roussel monte à la tribune et développe les deux articles additionnels suivants dont il est l'un des signataires et qu'il propose d'insérer, dans le projet, à la suite de l'article 2 de la commission.

Art. 3. — Le droit de consommation sera porté à 500 fr. pour la liqueur d'absinthe.

Art. 4. — La teinture concentrée connue sous le nom d'essence d'absinthe, ne sera plus fabriquée et vendue qu'à titre de substance médicamenteuse. La vente en est interdite à tous distillateurs, liquoristes, marchands en gros et détaillants de boissons, sous les peines portées en l'article 34 (titre IV), de la loi du 21 germinal an XI, concernant la vente des substances médicamenteuses de nature toxique.

La vente de ladite essence par les pharmaciens sera soumise aux prescriptions de l'article 35 de la même loi.

Ces deux articles sont pris en considération et renvoyés à l'examen de la commission.

L'article du 3^e projet de la commission, destiné à devenir l'art. 5 du projet définitif, si les deux articles additionnels de M. Roussel sont acceptés, est ensuite mis aux voix et adopté. Cet article est ainsi conçu :

« Le droit d'entrée par hectolitre d'alcool pur que contiennent ou que représentent les spiritueux quelconques, les préparations alcooliques quelconques, est fixé, en principal, ainsi qu'il suit :

« Dans les communes ayant une population agglomérée de :

4,000 à 6,000 âmes.....	6 fr.
6,000 à 10,000.....	9
10,000 à 15,000.....	12
15,000 à 20,000.....	15
20,000 à 30,000.....	20
30,000 à 50,000.....	25
50,000 et au-dessus.....	24

Sauf les renvois faits à la commission, tous les autres articles du projet de loi sont votés. Les dispositions qu'ils renferment sont purement réglementaires : nous ne croyons pas devoir y arrêter l'attention de nos lecteurs.

La délibération sur le projet de loi est terminée quant à présent et jusqu'à ce que la commission fasse son rapport sur les articles et les amendements qui lui ont été renvoyés.

MM. Caillaux, Mathieu Bodet et Louis Passy déposent sur le bureau de l'Assemblée,

très grand effet. Les principaux rôles sont joués avec une conviction remarquable, notamment par Lacressonnière, qui donne à Manin une physionomie très digne, et par M^{lle} Lia Félix, dont la sensibilité nerveuse se change tout à coup, dans les situations pathétiques, en des élans inattendus de superbe énergie.

Un jeune poète, M. Paul Delair, s'était révélé, en décembre dernier, par une belle scène dramatique, animée d'un souffle puissant, qui eut pour interprètes Berton, Mélingue, Dumaine, M^{mes} Arnould-Plessy, Desclée, Marie Laurent et Laurence Gérard, dans une représentation solennelle consacrée par M. Ballande à la mémoire d'Alexandre Dumas. Plus récemment, M. Delair a donné encore aux matinales littéraires du théâtre de la Gaîté un a-propos : la Voie d'en haut, inspiration généreuse et fière. Cet a-propos vient d'être ajouté à l'« Ambigu. On y voit en présence l'Alsace et la génération nouvelle qui apprend son devoir, dicté par la véritable patriotisme.

C'est l'heure de montrer que la France blessée Peut déchoir de force et jamais de pensée ; D'entrer résolu dans le monde nouveau, Et d'y planter du droit le flamboyant drapeau.

Le conseil patriotique se résume en ce mot : le travail. Mieux que la guerre encore il préparera la revanche ; par le travail, la France régénérée accomplira l'œuvre de la délivrance. Ce conseil et cet espoir du poète ont été chaleureusement applaudis.

Les heureux essais de M. Paul Delair promettent, s'il étudie plus à fond le théâtre, un auteur dramatique dignement préoccupé de son art.

L.-P. LAFORÊT.

au nom de la commission du budget, les rapports sur les budgets des ministères des travaux publics, de la justice et de la guerre.

La discussion du rapport sur le budget des travaux publics est mise à l'ordre du jour de lundi.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet de supprimer la cour de Metz, et de faciliter le remplacement ou la mise à la retraite des magistrats d'Alsace et de Lorraine. (Urgence déclarée.)

Les trois articles du projet de loi sont ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. — La cour d'appel de Metz est supprimée.

« Art. 2. — La portion demeurée française du ressort de la cour de Metz est réunie à la cour d'appel de Nancy, sans préjudice de la réorganisation générale des ressorts.

« Art. 3. — Il est créé temporairement à la cour de Nancy une chambre composée d'un président de chambre, de sept conseillers et d'un avocat général.

« Postérieurement à la création de cette chambre, et tant que le personnel de la cour de Nancy ne sera pas ramené à son chiffre normal, il ne sera pourvu qu'à une seule vacance de conseiller sur deux qui viendront à se produire.

« Lorsque le nombre des conseillers sera réduit à 24, il ne sera pas pourvu à la vacance de la 1^{re} présidence de chambre ou de la troisième place d'avocat général, si elle vient à se produire.

MM. Philippoteaux, Gailly, etc., proposent de remplacer ces trois articles par la rédaction suivante :

« L'arrêté du 27 mars 1871, qui a transféré provisoirement le siège de la cour de Metz à Charleville, continuera à recevoir son exécution jusqu'à la réorganisation générale des ressorts.

MM. Philippoteaux, Paris, Dufaure et Leblond sont successivement entendus. L'amendement de M. Philippoteaux n'est pas pris en considération, et la suite de la discussion est renvoyée à lundi.

REVUE DES JOURNAUX

présente ses lettres de l'avenir national nous souhaitent la bienvenue à notre confrère, M. de la Pouterie, et nous ne pouvons que souscrire au vaste et patriotique programme qu'il inscrit sur son drapeau. Il est fait pour rallier aujourd'hui toutes les opinions, et transporter la discussion sur un terrain où les dissidences particulières et les intérêts de métier feront toujours place à une sympathie confraternelle.

Dans les temps heureux, dit-il, et chez les peuples prospères, les écrivains mêlent aux choses de la politique puérilement éternelle aux intérêts qui les servent et le but qui les poursuit. Maintenant, en France, après nos désastres, nous ne pouvons avoir tous qu'une même préoccupation, celle du patriotisme.

Cette union des âmes dans une pensée commune est, depuis un an, le premier de nos devoirs ; c'est la condition même de notre salut.

Cette union doit être plus facile à réaliser, et elle sera plus sincère, sous un gouvernement de liberté et de majorité que sous tout autre. La République qui repose sur cette double base, n'a pas, à nos yeux, de meilleur titre à invoquer pour obtenir l'adhésion de tous les bons citoyens.

Nous souhaitons que l'avenir national transformé puisse convaincre l'opinion de la nécessité de mettre ce sentiment national et conciliateur au-dessus de tous les autres. On accorde en général que c'est là un parti sage ; mais bien peu de gens donnent l'exemple de le pratiquer sans déviation et sans réticence.

La Gazette de France se déclare satisfaite de l'issue donnée aux débats sur les pétitions catholiques. Mgr d'Orléans et M. Thiers ont une égale part dans les éloges qu'elle distribue à droite et à gauche.

C'est, dit-elle, à Mgr l'évêque d'Orléans qu'est dû ce succès, au moins pour une grande part. Sa persévérance à porter à la tribune la cause du saint-siège a obligé M. Thiers à exposer avec netteté ses sentiments. Mgr Dupanloup, en disant qu'en ajoutant le débat sur les pétitions, on laisse intacts les intérêts et les droits imprescriptibles du saint-siège, a prononcé les mots essentiels. La cause du pape reste intacte pour la France, et cette affirmation « des droits imprescriptibles », qui l'impulsion de notre pays mutilé ne permet pas de revendiquer avec plus d'autorité en ce moment, caractérise exactement notre situation à l'égard de l'Italie.

Cette séance a été bonne pour les catholiques. La gauche ne s'y est pas méprise ; elle voulait que le débat ne fût pas clos sur les déclarations de M. Thiers.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE-ITALIEN : *Lucresia Borgia*. MM. Penco et Trebelli ; MM. Baggagiolo et Guidotti.

LES SUBVENTIONS DE L'OPÉRA, DE L'OPÉRA-COMIQUE et du Théâtre-Lyrique. Fragment des *Sept Paroles* de Chérubini, de M. Th. Dubois ; MM. Bosquin et Caron.

SOCIÉTÉ DE MUSIQUE DE CHAMBRE de MM. Lamoureux, Colbain, Adam et Tolbecque. *Quatuor en mi bémol* de Beethoven. *Concerto en ré mineur*, de J. S. Bach, exécuté par M. Delaborde.

FESTIVAL ANNUEL de M. J. B. S. LES FORMES SURANNÉES.

Le Théâtre-Italien a donné, cette semaine, pour les débuts de M. Baggagiolo, *Lucresia Borgia* de Donizetti.

Lucresia Borgia est le premier drame de Victor Hugo qui ait été transformé en opéra. Plusieurs critiques ont fait remarquer fort justement, à propos de la reprise de *Ruy-Blas* à l'Odéon, que les pièces du grand poète étaient de véritables li-vres d'opéra. Les scènes sont, en effet, admirablement coupées pour la musique ; les morceaux sont tous taillés ; on y trouve des *avertins*, des *duos*, des *finales* parfaitement disposés pour la scène lyrique, et conçus dans la forme ordinaire des ouvrages qu'on y représente.

On s'explique facilement que le théâtre de Victor Hugo ait tenté plus d'un musicien, et que l'exemple donné par Donizetti ait été suivi par d'autres compositeurs. Verdi a écrit ses deux meilleures partitions sur *Hernani* et le *Roi s'amuse* ; Mendelssohn, plus discret, s'est contenté de donner à *Ruy-Blas* une splendide préface musicale, qu'on aurait bien dû exécuter à l'Odéon, à l'occasion de la remise à la scène de cette œuvre ; mais peut-être le maître s'y serait-il opposé.

Chose singulière, Victor Hugo, qui n'est, au théâtre, qu'un excellent librettiste d'opéra, a la musique en profonde aversion. Jamais il n'a autorisé un compositeur français à s'emparer d'un sujet four-

ni par un de ses drames. Les étrangers, qui peuvent se passer de sa permission, ne se sont pas fait faute de puiser à pleines mains dans son répertoire. Grâce aux lois absurdes qui régissent chez nous la propriété littéraire, on a pu traduire en français le poème italien de *Rigoletto*, tiré du *Roi s'amuse*, et représenter l'opéra de Verdi, avec des paroles françaises et sur une scène française, sans que Victor Hugo ait pu l'empêcher ; et cela, à une époque où la pièce originale était interdite dans les théâtres de drame !

Mais revenons à *Lucresia Borgia*, de Donizetti. Cette partition, considérée dans son ensemble, est, nous n'hésitons pas à le dire, une œuvre sans aucune valeur sérieuse. La banalité des mélodies, la vulgarité du style, le désaccord perpétuel de la musique avec les situations et les paroles, classent cet opéra parmi les plus médiocres qui soient sortis de la plume de l'auteur de *Lucia*.

Nous ne nous arrêtons pas plus longtemps à analyser une aussi pitoyable musique ; occupons-nous des artistes chargés de l'interpréter.

M^{me} Penco remplit le rôle de *Lucresia* avec un réel talent. Elle y apporte une passion, un feu qui, pour ne pas être allumés au flambeau de l'art le plus élevé, entraînent le public et le forcent à applaudir.

Nous avons revu avec infiniment de plaisir M^{me} Trebelli, charmante sous le costume élégant d'Orsini. Cette artiste a retrouvé, en rentrant à la salle Ventadour, le même succès qu'elle y obtint jadis. Sa chaude voix de *contralto* a toujours ce timbre pénétrant, cette souplesse merveilleuse qui font de M^{me} Trebelli une des cantatrices les plus justement appréciées des connaisseurs. Elle a particulièrement bien enlevé le célèbre *brindisi* du dernier acte, une des rares choses réussies de la partition.

M. Vergor nous avait réservé une véritable surprise, en faisant débiter, sans tambour ni trompette, un artiste de la valeur de M. Baggagiolo. Il y avait longtemps que nous n'avions entendu une aussi belle voix de basse, d'une égale

LES ACTES OFFICIELS

NOMINATION D'UN SOUS-PRÉFET

Par décret du président de la République, en date du 23 mars, M. de Ressaigui, ancien sous-préfet, est nommé sous-préfet de l'arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées), en remplacement de M. Alico, qui a été nommé sous-chef de cabinet du ministre de l'intérieur.

CIRCULAIRE DE M. DE GOULARD

M. de Goulard, ministre de l'agriculture et du commerce, a adressé aux préfets une circulaire relative au prochain recensement de la population.

NOS INFORMATIONS

LE JOUR DES RAMEAUX

C'est aujourd'hui le jour des Rameaux ; à la porte de toutes les églises, des enfants offrent aux passants des branches de buis pour un sou. Devant Notre-Dame-de-Lorette notamment, il y a de véritables monceaux de verdure. Le jour des Rameaux est ainsi appelé à cause des rameaux qu'on porte ce jour-là, à la procession, en mémoire de l'entrée de Jésus-Christ dans Jérusalem. C'était aussi une coutume du paganisme : on portait des rameaux dans les cérémonies en l'honneur des dieux. De là les thalophores ou porte-rameaux. La sybille de Cumès fit cueillir un rameau d'or à Enée, pour lui faire prendre la route des enfers. Le héros, à l'aide de deux colombes envoyées par Vénus, trouva ce rameau, l'arracha sans peine de l'arbre, et se fit ouvrir ainsi la porte du palais de Pluton.

On voit que de tous temps et chez tous les peuples, les rameaux ont été mêlés à des cérémonies religieuses ou mystiques.

Les messes en musique des églises de Paris, notamment à Saint-Eustache. Enfin, ne terminons pas cette courte histoire du jour des Rameaux sans rappeler que l'excellent chanteur l'aure a fait à ce sujet un chant religieux que tout le monde connaît.

LA FÊTE DE PURIM

L'événement historique qui a donné naissance à cette fête se passait vers l'an 453 avant J.-C. Parmi les Juifs emmenés en captivité à Babylone par Nabuchodonosor, se trouvait Mardochée, célèbre dans sa race et admiré de tous, même de ses ennemis. Esther, sa nièce, ayant par ses charmes captivé l'attention du roi, devint l'épouse d'Assuérus. Ce mariage étrange qui allait — comme l'espérait du reste Mardochée — donner une liberté relative au peuple captif, ne fut pas du goût des ministres d'Assuérus, qui persuadèrent au souverain que les Juifs conspiraient contre lui. Aman surtout s'acharna contre Mardochée, mais celui-ci parvint non-seulement à déjouer les tentatives de son adversaire, mais encore à prouver qu'Aman seul était coupable de lèse-majesté. Le ministre disgracié subit le dernier supplice.

Les Juifs ont conservé de père en fils une vieille tradition : le soir de *Purim*, ils mangent — en manière d'entrées — des petites pâtisseries en forme de gaufres, effaçant la forme des oreilles, en mémoire des oreilles d'Aman, coupées sur l'ordre d'Assuérus.

Le jour de *Purim* est généralement considéré comme le carnaval des Israélites. Les enfants se déguisent, les familles se réunissent dans un bal masqué, et tout le peuple se livre à une joie sans mélange.

La tragédienne Rachel aimait à jouer le rôle d'Esther quand revenait la fête de *Purim*, et la Comédie-Française, par déférence pour la grande artiste juive, affichait toujours ce jour-là la tragédie de Racine.

LE BAL DES ISRAÉLITES

Cette nuit a eu lieu, à Tivoli-Vaux-Hall, le bal des Israélites. Nous sommes, en effet, en ce moment dans le carnaval des Juifs. Le bal était paré, masqué et travesti. Aussi rencontrait-on hier soir, dans tous les quartiers, et surtout dans les cafés du boulevard, des masques de toute sorte qui attendaient le moment

de se faire reconnaître. Les étrangers, qui peuvent se passer de sa permission, ne se sont pas fait faute de puiser à pleines mains dans son répertoire. Grâce aux lois absurdes qui régissent chez nous la propriété littéraire, on a pu traduire en français le poème italien de *Rigoletto*, tiré du *Roi s'amuse*, et représenter l'opéra de Verdi, avec des paroles françaises et sur une scène française, sans que Victor Hugo ait pu l'empêcher ; et cela, à une époque où la pièce originale était interdite dans les théâtres de drame !

Mais revenons à *Lucresia Borgia*, de Donizetti. Cette partition, considérée dans son ensemble, est, nous n'hésitons pas à le dire, une œuvre sans aucune valeur sérieuse. La banalité des mélodies, la vulgarité du style, le désaccord perpétuel de la musique avec les situations et les paroles, classent cet opéra parmi les plus médiocres qui soient sortis de la plume de l'auteur de *Lucia*.

Nous ne nous arrêtons pas plus longtemps à analyser une aussi pitoyable musique ; occupons-nous des artistes chargés de l'interpréter.

M^{me} Penco remplit le rôle de *Lucresia* avec un réel talent. Elle y apporte une passion, un feu qui, pour ne pas être allumés au flambeau de l'art le plus élevé, entraînent le public et le forcent à applaudir.

Nous avons revu avec infiniment de plaisir M^{me} Trebelli, charmante sous le costume élégant d'Orsini. Cette artiste a retrouvé, en rentrant à la salle Ventadour, le même succès qu'elle y obtint jadis. Sa chaude voix de *contralto* a toujours ce timbre pénétrant, cette souplesse merveilleuse qui font de M^{me} Trebelli une des cantatrices les plus justement appréciées des connaisseurs. Elle a particulièrement bien enlevé le célèbre *brindisi* du dernier acte, une des rares choses réussies de la partition.

M. Vergor nous avait réservé une véritable surprise, en faisant débiter, sans tambour ni trompette, un artiste de la valeur de M. Baggagiolo. Il y avait longtemps que nous n'avions entendu une aussi belle voix de basse, d'une égale

à l'œuvre. Les étrangers, qui peuvent se passer de sa permission, ne se sont pas fait faute de puiser à pleines mains dans son répertoire. Grâce aux lois absurdes qui régissent chez nous la propriété littéraire, on a pu traduire en français le poème italien de *Rigoletto*, tiré du *Roi s'amuse*, et représenter l'opéra de Verdi, avec des paroles françaises et sur une scène française, sans que Victor Hugo ait pu l'empêcher ; et cela, à une époque où la pièce originale était interdite dans les théâtres de drame !

Mais revenons à *Lucresia Borgia*, de Donizetti. Cette partition, considérée dans son ensemble, est, nous n'hésitons pas à le dire, une œuvre sans aucune valeur sérieuse. La banalité des mélodies, la vulgarité du style, le désaccord perpétuel de la musique avec les situations et les paroles, classent cet opéra parmi les plus médiocres qui soient sortis de la plume de l'auteur de *Lucia*.

Nous ne nous arrêtons pas plus longtemps à analyser une aussi pitoyable musique ; occupons-nous des artistes chargés de l'interpréter.

M^{me} Penco remplit le rôle de *Lucresia* avec un réel talent. Elle y apporte une passion, un feu qui, pour ne pas être allumés au flambeau de l'art le plus élevé, entraînent le public et le forcent à applaudir.

Nous avons revu avec infiniment de plaisir M^{me} Trebelli, charmante sous le costume élégant d'Orsini. Cette artiste a retrouvé, en rentrant à la salle Ventadour, le même succès qu'elle y obtint jadis. Sa chaude voix de *contralto* a toujours ce timbre pénétrant, cette souplesse merveilleuse qui font de M^{me} Trebelli une des cantatrices les plus justement appréciées des connaisseurs. Elle a particulièrement bien enlevé le célèbre *brindisi* du dernier acte, une des rares choses réussies de la partition.

M. Vergor nous avait réservé une véritable surprise, en faisant débiter, sans tambour ni trompette, un artiste de la valeur de M. Baggagiolo. Il y avait longtemps que nous n'avions entendu une aussi belle voix de basse, d'une égale

à l'œuvre. Les étrangers, qui peuvent se passer de sa permission, ne se sont pas fait faute de puiser à pleines mains dans son répertoire. Grâce aux lois absurdes qui régissent chez nous la propriété littéraire, on a pu traduire en français le poème italien de *Rigoletto*, tiré du *Roi s'amuse*, et représenter l'opéra de Verdi, avec des paroles françaises et sur une scène française, sans que Victor Hugo ait pu l'empêcher ; et cela, à une époque où la pièce originale était interdite dans les théâtres de drame !

Mais revenons à *Lucresia Borgia*, de Donizetti. Cette partition, considérée dans son ensemble, est, nous n'hésitons pas à le dire, une œuvre sans aucune valeur sérieuse. La banalité des mélodies, la vulgarité du style, le désaccord perpétuel de la musique avec les situations et les paroles, classent cet opéra parmi les plus médiocres qui soient sortis de la plume de l'auteur de *Lucia*.

Nous ne nous arrêtons pas plus longtemps à analyser une aussi pitoyable musique ; occupons-nous des artistes chargés de l'interpréter.

M^{me} Penco remplit le rôle de *Lucresia* avec un réel talent. Elle y apporte une passion, un feu qui, pour ne pas être allumés au flambeau de l'art le plus élevé, entraînent le public et le forcent à applaudir.

d'entrer. Il était facile de voir par leur nombre qu'il n'y avait pas de bal masqué de plus longtemps, et qu'il n'y en avait qu'un ce soir-là dans tout Paris. Les portes ont été ouvertes à dix heures : à minuit, la salle était pleine d'une foule bigarrée et les danses commençaient pour durer jusqu'au matin.

Le nombre des assistants peut-être hardiment évalué à six mille. Il va sans dire que toute la colonie israélite était là : on voyait se promener au milieu des danseurs les notabilités de la finance. Outre tous les noms connus nous avions vu paré d'assemblage de jolies femmes : il y avait là des Juives aux grands yeux noirs, aux sourcils arqués, aux lèvres rouges et au nez busqué, belles comme Rebecca et comme Rachel. Fleurs, diamants, riches toilettes, tout quelques-unes tapageuses, tout était réuni pour donner le plus beau coup d'œil à cette fête, inutile de dire que beaucoup de danseuses n'étaient israélites que pour la circonstance ; néanmoins, on n'a pas levé la jambe trop haut. L'orchestre était dirigé par M. Lévy.

Nous avons remarqué quelques costumes fort originaux : citons surtout un cocher vêtu d'un mac-farlane tricolore, et d'un effet décapotant, et un guerrier romain qui portait sur sa cuirasse un soleil orné d'yeux, d'une bouche et d'un nez.

Une partie des restaurants du boulevard était restée ouverte à cette occasion, et on a souper cette nuit un peu partout jusqu'à six heures du matin.

UNE PÉTITION

Les boutiquiers du boulevard des Italiens viennent d'adresser une pétition à M. Léon Say pour protester contre la décision préfectorale en vertu de laquelle ils doivent payer, pour 1870 et 1871, les frais du balayage de la voie publique. Personne ou presque personne, en effet, n'a balayé les rues pendant le siège et surtout pendant la Commune, et les boutiquiers considèrent comme une amère plaisanterie de la Ville l'ordre qui leur est donné de payer un travail fait par eux-mêmes.

LA VENTE PERSIGNY

La galerie M. de Persigny, dont nous annonçons hier la prochaine mise en vente, a une valeur considérable. Citons, parmi les tableaux les plus précieux qui la composent, un *Christ en croix* de la fin du XVI^e siècle, Van Ostade, deux intérieurs de Téniers, un Rubens, une sainte de Murillo et un grand nombre de tableaux modernes achetés par le duc aux diverses expositions qui se sont succédées tous les ans sous l'Empire. La vente aura très probablement lieu vers la fin du mois prochain.

LE QUARTIER LATIN

Des patrouilles de cuirassiers ont parcouru le quartier latin pendant toute la soirée d'hier et toute cette nuit. Tout est resté, du reste, dans un calme parfait ; c'est à peine si les étudiants semblaient se souvenir qu'il existait de par le monde un professeur de pathologie nommé M. Dubouche. On s'occupait beaucoup plus du carnaval des israélites, à l'occasion duquel plusieurs masques féminins et masculins se promenaient sur le boulevard Saint-Michel en se livrant à toutes sortes d'excentricités. On n'a opéré aucune arrestation.

LES RÉFRACTAIRES

Le ministre de la guerre vient de donner ordre de rechercher très activement tous les réfractaires qui, en juillet 1870, ne se sont pas rendus au corps dont ils faisaient partie. Il y en a malheureusement trop dans ce cas. Il y en a d'autres, se faisant passer pour réfractaires, qui se font enrôler dans le régiment. Tous ceux qui seront pris, — il y en a déjà six ou dix à Arras, à Meaux, — passeront devant les conseils de guerre. Celui qui siège au Cherche-Midi est spécialement chargé de juger les déserteurs et les réfractaires de la circonscription militaire de Paris. En même temps on vérifiera tous les certificats d'exemption.

LES BOUTS DE L'AN DU 22 MARS

Ce n'est pas seulement à Saint-Germain l'Auxerrois que des services de bout de l'an ont été célébrés hier à la mémoire des manifestants du 22 mars, tués dans cette déplorable journée. Il y en a eu également à Saint-Merri, à Saint-Roch, et à Saint-Jacques du Haut-Pas.

SUICIDES, ACCIDENTS, ETC.

Un incendie a éclaté hier, 101, boulevard de l'Hôpital, chez le sieur M^{me}, qui, voulant

allumer le feu pour faire cuire son repas, avait eu la malheureuse idée de jeter du pétrole sur son charbon. Les pompiers du poste voisin, aidés de gardiens de la paix, ont pu, au bout d'une heure, se rendre maîtres du feu.

Un chien bull-dog, enragé, a été tué hier matin, rue d'Allemagne, près de la barrière de Pantin, par les gardiens de la paix. Il n'avait heureusement eu le temps de mordre personne.

On a arrêté hier, dans le quartier Montparnasse, deux individus, les sieurs B... père et fils, qui vendaient des chapeaux volés, dans une mansarde de la rue de la Gare, n° 16.

On a porté hier à la Morgue le cadavre d'une jeune femme de trente-cinq ans, qui s'était, à midi vingt-cinq, jetée du haut de l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile. Elle n'avait sur elle aucun papier susceptible d'établir son identité.

M. le comte de Dreux vient d'être victime d'un accident de voiture, dans lequel il s'est foulé le bras droit.

Le sieur Joseph D..., encaisseur, a tenté de se suicider, hier, dans son domicile, rue de Rocroy, en se coupant la gorge avec son rasoir. Attiré par ses râlements, ses voisins ont enfoncé la porte de sa chambre, et l'ont trouvé dans une mare de sang. Son état est considéré comme désespéré.

Hier soir, avenue Lacaze, n° 4, dans l'établissement du sieur Fremont, marchand de vin, le sieur Trelin lutait avec un de ses camarades d'atelier, lorsque tout d'un coup, son pied ayant porté à faux, le malheureux tomba et se brisa la jambe. Il a été immédiatement transporté à l'hôpital Saint-Antoine, salle Saint-Joseph, lit 44.

Le feu s'est manifesté, hier dans la soirée, dans l'établissement des sieurs Agnellet, fabricants d'appareils pour tissus, rue de Reuilly, 123. L'incendie s'est rapidement communiqué à une chaudière remplie d'huile de goudron, et menaçait de prendre des proportions inquiétantes, sans l'intervention des pompiers de la caserne de Reuilly et d'un détachement de soldats du 65^e régiment de ligne, qui remplirent la chaudière à l'aide de sable et de terre, et arrivèrent ainsi à se rendre maîtres du feu.

Les dégâts, assez importants, nous assure-t-on, sont largement couverts par une assurance à la compagnie *Chromie*.

Hier rue Saint-Martin, en face l'église Saint-Nicolas le sieur Etienne Dubois, polisseur de glaces, rue du Petit-Musc, n° 27, a été écrasé par une voiture de remise ; portant le n° 11,071. On l'a relevé tout sanglant et transporté à la pharmacie voisine où il a reçu les premiers soins.

Hier, à une heure, le feu s'est manifesté faubourg Saint-Denis, 89, dans les ateliers des sieurs Darbo et Ernest, fabricants de feuillets pour fleurs. Après une heure de laborieux efforts les pompiers du square des Arts-et-Métiers s'étaient rendus maîtres du feu. Nous ne connaissons pas l'étendue des dégâts.

Nous nous empressons de rectifier un erreur qui s'est glissée à la fin du compte rendu de la séance du conseil municipal du 20 mars.

Pour le service de la dette, c'est un chiffre de 77,926,136 fr. à inscrire, au lieu de 926,136 fr.

Pour les intérêts dus à la Banque de France, c'est 1,625,000 fr.

LES AVIS DIVERS

Monsieur le rédacteur,

Désirant procurer à d'autres personnes le soulagement que j'éprouve, je viens vous prier de vouloir bien en faire connaître la cause à vos nombreux lecteurs. La voici : J'étais atteint d'hémorrhoides depuis 15 ans, et j'en ai été promptement et radicalement guéri par l'appareil de M. Creuzot, herniaire, 332, rue St-Honoré. Veuillez agréer, monsieur le rédacteur, etc.

27, avenue de la Mothe-Piquet.

ECHOS DE PARTOUT

Ce matin, au bois de Boulogne, un duel à l'épée a eu lieu entre M. Rogat et Richardet ; M. Richardet a été touché en pleine poitrine.

A la suite de cette blessure, M. Richardet ayant perdu connaissance, ses témoins, après

avoir consulté le docteur Jobert, ont déclaré leur client hors de combat. Devant cette déclaration, les témoins de M. Rogat ont, de leur côté, déclaré l'honneur satisfait.

Grande réception hier chez M. le comte Duchâtel, rue de Valenciennes, 69. De nombreux invités se pressaient dans les salons ; on remarquait notamment le prince de Joinville et l'ambassadeur d'Autriche. Une longue file d'équipages a stationné pendant toute la soirée à la porte de l'hôtel.

Hier, à deux heures du soir, Mgr Guibert, archevêque de Paris, s'est rendu à l'église Saint-Séverin et y a prêché un sermon de charité. Un grand nombre de fidèles remplissaient l'église, et Monseigneur a parlé pendant deux heures au milieu du recueillement le plus profond. A six heures, il rentrait au palais archiepiscopal.

M. Lallemand, notre ancien col laborateur, publié dans l'*Illustration* d'aujourd'hui un beau dessin représentant une des principales scènes du troisième acte de *Daniel Marín* : la Réconciliation des gondoliers sur la place Saint-Marc.

A propos du drame de MM. de L'habac et Dharmenon, nous avons remarqué à la représentation d'hier soir : M. le consul général d'Italie ; M. Tofflet, ancien ministre de la République vénétoienne, et M. le comte Bempo, syndic de Venise et membre du Parlement.

M. de Rothschild a paru un instant, cette nuit, au bal des israélites, qui a eu lieu à Tivoli-Vauxhall, ainsi que nous le racontions plus haut.

C'est demain que commencera la semaine sainte. Suivant l'usage, les théâtres subventionnés fermeront de mercredi à samedi.

M. le vicomte de Martroy, conseiller d'Etat, officier de la Légion d'honneur, blessé dans l'incendie de la rue Cammartin, est dans un état des plus graves.

Transporté à son hôtel, 25, quai Voltaire, il y est resté assez longtemps sans reprendre connaissance. Il avait le haut de la poitrine, le cou et le bas du visage horriblement brûlés.

M. de Martroy était en visite chez sa belle-sœur, M^{me} la marquise de Faudoux, qui demeure au premier étage de la maison incendiée, quand l'explosion a eu lieu.

M^{me} de Faudoux n'a été que blessée, mais tout son appartement est détruit.

Un mariage artistique : M^{me} Hébert quitte le Vaudeville pour aller se marier à Londres avec le régisseur du théâtre Saint-James.

Il paraît que Lisbonne, pour tuer le temps, apprend en ce moment dans sa prison le rôle de Ruy-Blas.

Un triomphe bien flatteur pour M. Victor Hugo !

Le roi d'Araucanie désire se marier ; il en avertit les « femmes et filles de France », par une « épître d'amour » qu'il a publiée dans son journal la *Couronne d'acier*.

Voyons, mesdames, qui veut une couronne ? On s'inscrit à Marseille, 39, rue Vacon, au bureau du journal.

Le roi d'Araucanie est un fort bel homme, maigre comme une perche, avec des yeux enfoncés dans leurs orbites et de grands cheveux noirs. Avec cela, l'accent gascon.

Ah ! si Don Spavento était femme !

En ce temps-là, Victor Hugo dit à ses disciples : « Fils, savez-vous quel rapport il y a entre M. Feytaud et la Tapiocha et une danseuse maigre qui nourrit sa mère ? »

— Non, Votre Majesté ! répondit avec respect M^{me} Vacquerie et Meunier.

— C'est, répartit alors la Bouche d'ombre, que l'un et l'autre ont des pates alimentaires !

LA SEMAINE FINANCIÈRE

INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche, 24 mars.

Le marché de la Rente s'est vivement relevé et l'emprunt surtout, a eu les honneurs de la semaine.

On a mentionné divers pourparlers et même certaines combinaisons en voie de réalisation; la crainte seule de les voir s'accomplir a suffi pour frapper les baissiers de terreur.

Il n'y aurait vraiment rien de plus facile, si on le voulait sérieusement, que de porter la Rente, et surtout l'emprunt, à des cours très élevés; car la base de ce fonds est trop étroite pour que les vendeurs soient capables de résister à une levée de titres d'une certaine importance.

L'argent est abondant; mais que serait-ce si la Banque se mettait de la partie, et abaissait de nouveau le taux de son escompte.

Elle y sera contrainte tôt ou tard par la seule force des choses, par le besoin de donner plus d'activité à ses affaires. Que serait-ce, dirions-nous encore, si la Banque voulait donner un nouvel aliment à ses prêts, en abaissant spécialement l'escompte sur les fonds publics.

Ceci n'est pas une vaine considération, une utopie; l'idée est au contraire très pratique et pourrait bien se réaliser au moment où on s'y attendrait le moins.

Tout changerait de face alors, et les esprits les plus timorés se rassureraient bien vite, car on sait combien, à la Bourse, on passe facilement de la crainte à l'espérance, du doute à la foi la plus vive.

L'espoir d'un droit d'option sur les futures émissions en faveur des porteurs de l'emprunt achèverait de rétablir la confiance et de ranimer les courages les plus abattus.

La Rente a fini à 85 80, et l'emprunt resté à 89 fr. 77 1/2, après être tombé dans le courant de la semaine à 88 fr. 55.

Fonds d'États et de Villes. — Le Morgan reste à 515. Nous croyons que le coupon une fois détaché, il reprendra bien vite les 15 fr. qu'il aura perdus.

Les obligations de la ville de Paris sont un peu mieux tenues : celles de 1871 ont repris à 253 75.

On s'attendait à ce que la Rente italienne, le succès de M. Sella avait été escompté dans une trop large mesure. Serait-elle une hausse aussi persistante, il ne serait pas étonnant de voir de nombreuses réalisations. Les porteurs français de la Rente italienne semblent comprendre que la campagne si habilement conduite sur cette valeur touche aujourd'hui à sa fin, et qu'il y a avantage à se porter sur l'emprunt français, qui présente plus de chances de bénéfices au cours actuel.

La hausse continue sur les fonds Turcs, le 5 0/0 consolidé est à 52 40, en progrès de 40 c. pour la semaine. Les journaux de Constantinople ont démenti officiellement les bruits de réduction de la dette que l'on avait fait courir sur notre place. L'ambassade, à Paris, a fait connaître que la note envoyée au Journal officiel était l'œuvre d'un faussaire.

Le budget de l'Empire ottoman, pour 1872, vient d'être publié; il constate que les dépenses s'élèvent à 21,404,450 livres, et les recettes à 20,637,210 livres, soit, comparativement à l'exercice 1871, une réduction de 1,360,885 livres sur les dépenses; et une augmentation de 1,436,395 livres sur les recettes. Les Obligations se maintiennent bien; l'emprunt 1867 vaut 330, l'emprunt 1868 s'est avancé à 340 fr. Les Bons à l'échéance d'avril 1870 sont à 507.

Les fonds Espagnols sont toujours faibles; l'Extérieure ne dépasse pas 30 1/2, les capitaux attendent avec une certaine anxiété le résultat des élections.

L'Américain est tout à fait abandonné en ce moment, il reste à 106; le Russe vaut 93 1/2; l'Égyptien s'est élevé à 88; le Péruvien fait 83; les Obligations 1866 du vice-roi sont demandées à 460.

Les Tunisiens se sont relevés à 165; l'emprunt Romain vaut 67 1/2.

La Dette autrichienne 5 0/0 convertie, s'échange à 95; ce fonds vient d'être admis à la cote de Bourse; on lui avait été exclu lorsqu'il fut converti, mais le gouvernement autrichien imposa la conversion au mépris des conventions avec ses créanciers. Les Domaines oscillent autour de 273 50.

Le Honduras conserve ses plus hauts cours. Nous ne comprenons pas qu'au prix actuel les détenteurs de ce titre consentissent à s'en dessaisir. Le revenu est des plus rémunérateurs, et la prime de remboursement est de nature à tenter les capitalistes et les rentiers. Nous croyons que le Honduras doit atteindre dans un temps prochain le cours de 200 fr.

Institutions de crédit. — Les actions de la Banque de France ont eu cette semaine une poussée de hausse très importante. Elles se sont élevées jusqu'à 3,700. La discussion qui s'est faite au Corps législatif et les attaques de M. Germain n'ont pas abouti au résultat qu'on attendait, sans doute, son auteur. Les arguments du directeur du Crédit lyonnais ont été rétorqués avec avantage par M. le marquis de Florent. La Banque, pourtant, ne doit pas s'endormir sur ses succès, elle ne doit pas perdre de vue qu'elle ne peut assurer son crédit et justifier son privilège qu'à la condition de venir en aide à l'industrie et au commerce si rudement éprouvés; et si la sagesse et le patriotisme prévalent dans son conseil, elle s'empressera de réduire encore le taux de son escompte pour le bien pour le pays de commerce que pour les avances.

On se rappelle qu'un projet de loi avait été déposé pour donner à la Banque l'autorisation d'avoir des comptes courants portant intérêts, et pour exiger de notre premier établissement de crédit la création de succursales dans tous les départements.

La commission chargée de l'examen de ce projet a adopté la rédaction suivante :

« Vu la loi de 1837,

« L'Assemblée nationale décide que le gouvernement s'entendra avec la Banque de France pour la création de succursales dans les départements qui en sont privés.

« Ces succursales devront fonctionner avant le 1^{er} janvier 1875 ».

La commission, à l'unanimité, a repoussé l'autorisation demandée par la Banque d'ouvrir des comptes courants portant intérêt.

Nouvelle réduction du portefeuille, diminution de la circulation des billets et des comptes courants particuliers, augmentation de l'escompte métallique, telles sont les principales variations que présente le bilan de la Banque de France, et qui témoignent d'une excellente situation financière, en même temps que d'un ralentissement marqué et re-

grettable dans les transactions industrielles et commerciales.

L'encaisse a une nouvelle augmentation de 7,024,000 fr., et s'élève à 669,241,000 fr. Aussi la prime sur l'argent a complètement disparu; la prime sur l'or n'est plus que de 50 centimes pour 1,000 fr., et le change sur Londres varie entre 25 25 et 25 30.

Le portefeuille de Paris a baissé de 291 millions 629,000 fr. à 270 millions 958,000 fr.; diminution, 20,671,000 fr. — Le portefeuille des succursales a fléchi de 349,038,000 fr. à 334,967,000 fr.; diminution, 14,071,000 fr.

Les bons du Trésor sont sans changement. La ville a fait un nouveau remboursement de 1,870,000 fr. sur son compte à la Banque, qui ne s'élève plus qu'à 127,500,000 fr.

Le total des comptes d'avances s'élève à 80,028,000 fr., et présente une augmentation de 212,000 fr. sur le total du précédent bilan.

La circulation des billets s'est accrue de 2 milliards 383 millions à 2 milliards 371 millions; diminution, 15 millions.

Le compte courant du Trésor s'est accru de 102,072,000 fr. à 121,305,000 fr.; augmentation, 19,233,000 fr. — Les comptes courants des particuliers ont fléchi de 282,753,000 fr. à 250,344,000 fr.; diminution, 32,409,000 fr.

Les bénéfices de la Banque n'ont cette semaine qu'une légère augmentation de 558,000 francs; leur total s'élève à 15,102,000 fr.

Les actions du Crédit foncier ne se relèvent pas malgré les efforts qui sont faits pour les soutenir.

La hausse n'est plus possible en ce moment sur cette valeur, et il est probable qu'elle ne le sera pas de longtemps.

La direction de cette Société semble dévoyée et les difficultés s'accumulent de toutes parts devant elle.

L'avenir est sombre.

Le passage du rapport de M. Paul Morin à l'Assemblée nationale sur les bénéfices illégitimes des bons de délégation et sur la restitution dont le Crédit foncier est menacé, de ce chef, n'est pas d'une nature très rassurante.

On a vu que le motif donné par cet honorable représentant, pour ne pas saisir l'Assemblée nationale de cette question, c'est que le conseil municipal en fait l'objet d'un examen spécial et que ce sera désormais aux tribunaux à prononcer souverainement si l'affaire devenait contentieuse.

M. Paul Morin dit encore que l'étude de la question de la réclamation des 17 millions a été confiée à une commission spéciale qui l'examine avec un soin scrupuleux.

Cette commission est sans doute celle qui, sous la présidence de l'honorable M. Mallet, se livre à une enquête sur les travaux de Paris.

Cette enquête avance, nous assure-t-on, et la commission, sans s'arrêter aux détails, finit surtout par se livrer à des investigations sur la recherche des personnages, des faiseurs qui se sont habilement dissimulés derrière des entrepreneurs pour réaliser, au détriment de la Ville, des bénéfices considérables.

Mais ce qui est autrement grave, c'est l'absence de la Ville, qui ne peut manquer de recevoir le résultat de cette enquête, de la révélation des nombreuses irrégularités relatives à l'émission de ses obligations.

Ces irrégularités n'ont pas été démenties. Le gouvernement doit dès lors sentir la nécessité d'éviter l'apparence même d'une participation à des actes qu'il ne saurait approuver.

Nous ne voulons pas parler aujourd'hui des difficultés qui menacent de s'élever sur les rapports, également formels, du Crédit foncier avec ses créanciers, avec ses Sociétés imaginaires dans le but de lui faire, par la loi, pour augmenter le taux de ses intérêts et de ses commissions.

Les poursuites acharnées dont la Compagnie immobilière est l'objet jettent le public dans une inquiétude profonde, non pas tant en raison des intérêts nombreux et respectables que représente cette Compagnie, qu'à cause, surtout, des dangers que font courir à la propriété foncière à Paris, à Marseille, dans la France entière, les agissements du Crédit mobilier et du Crédit foncier.

Jamais la propriété, en France, n'a été exposée à un plus grand péril; jamais, par conséquent, question n'a été faite d'un plus haut degré la plus sérieuse attention du gouvernement; elle se lie aux intérêts financiers et politiques de l'ordre le plus élevé et sort de ce double titre du cercle des affaires qu'on peut impunément abandonner à leur libre cours.

La perte qui résulterait de la liquidation de la Compagnie immobilière ne peut pas être évaluée au-dessus de 100 millions; mais la spéculation professe que les propriétaires d'immeubles seraient incalculables, et le mécontentement qui en résulterait serait gros d'orages politiques.

Est-ce là le bel secret que poursuivent le Crédit mobilier et le Crédit foncier?

Que dire du Crédit mobilier français, sinon que le public ne comprend rien à l'acharnement déplorables que met la direction de cette Société à poursuivre la ruine de l'immobilier.

L'étonnement augmente et devient pénible, lorsque l'on retrouve, dans l'instrument le plus énergique de cette œuvre de destruction, l'homme même qui, dans la croyance commune, n'était entré dans ces affaires que pour les occulter.

Les actionnaires du Crédit mobilier ne sont pas moins mécontents que ceux de l'immobilière de cette campagne hasardeuse au bout de laquelle leurs intérêts communs menacent de se effondrer.

Les actionnaires du Crédit mobilier perdent déjà plus de 20 millions sur les prix qu'ils avaient atteints leurs actions, au moment de la reconstitution du Crédit mobilier; ceux de l'immobilière ne perdent pas moins de 15 millions sur leur capital, et la moins-value des obligations immobilières est de plus de 16 millions.

51 millions de perte pour les intéressés dans ces deux affaires en trois mois, voilà le bilan d'une direction de laquelle on attendait monts et merveilles.

Aujourd'hui, c'est la ruine que redoutent les diverses parties engagées, même en cas de succès des procès entamés, car on n'a aucun goût pour les lentes du palais dans le monde des affaires.

On y sait, par expérience, que le plus mauvais arrangement vaut infiniment mieux que le meilleur procès.

L'esprit se repose du spectacle de ces tristes luttres en se tournant d'un autre côté.

Ce qui s'est passé pour le Mobilier espagnol et pour le chemin du Nord d'Espagne, devrait ouvrir les yeux de M. Haussmann, et du très petit nombre d'administrateurs qui sont encore à rester avec lui; car tous sont loin de partager ses ardeurs balistiques.

On le sait, le Mobilier espagnol était dans la plus mauvaise situation, quand éclata la crise par laquelle le Mobilier français se trouva subitement privé de ses principaux chefs.

Cet établissement avait été fidèle à la fortune de la Société mère et avait pris une large part à toutes ses affaires.

Sa position vis-à-vis du chemin de fer du Nord de l'Espagne était identique à celle du Mobilier français vis-à-vis de l'immobilière.

Les avances faites à cette entreprise, pour éviter la déchéance dont on la menaçait ne s'élevaient pas à moins de 50 millions.

Les actions étaient tombées à 145 fr. — Tous les adversaires de la grande institution, et ils étaient nombreux, s'étaient également ruisés sur le Mobilier espagnol, on voulait amener la liquidation anticipée du Mobilier espagnol ainsi que celle du chemin du Nord de l'Espagne.

Beaucoup d'intérêts y auraient trouvé leur compte.

La situation même de l'entreprise du chemin du Nord de l'Espagne autorisait de pareils projets, car elle avait dû suspendre le paiement des intérêts de ses obligations.

Fort heureusement, l'expérience avait porté ses fruits, et les mêmes hommes qui, dans un moment d'entraînement, s'étaient éloignés du Mobilier français dans le seul but de confondre d'ardentes rivalités avaient compris la faute qu'ils avaient faite.

Ils résistèrent et firent avorter les plans de destruction qu'on avait formés à l'égard des sociétés qu'ils avaient conservées.

Que n'ont-ils fait preuve de la même énergie pour le Mobilier français!

Aujourd'hui, le Mobilier espagnol est en pleine prospérité, et le chemin du Nord d'Espagne voit sa situation s'améliorer chaque jour; ses recettes se relèvent en même temps que ses frais diminuent, et ses valeurs sont recherchées.

C'est l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

La confiance des uns les a entraînés et l'absence de tout procès, par la toute-puissance de l'esprit de conciliation et d'un labeur incessant que de pareils résultats ont été obtenus.

elles sont aujourd'hui à 890 fr., grâce à la conservation de l'ancienne administration.

Heureuse cette Société d'avoir pu échapper au fléau de ces prétendus sauveurs du Crédit mobilier et de l'immobilière, qui n'ont réussi qu'à étendre tout ce qu'il y avait de vitalité dans les Sociétés qui leur étaient confiées.

Malgré un affaiblissement prévu et probablement momentané des dernières recettes de ce chemin, les cours des actions Autrichiennes se sont maintenus avec une grande fermeté sur le bruit de la conclusion à peu près définitive des arrangements pris par la Société pour l'achèvement et l'exploitation des chemins roumains.

On remarque toujours avec une certaine surprise la différence qui existe entre les actions anciennes et les actions nouvelles, sur lesquelles il n'y a que 200 fr. de versement.

A partir du 1^{er} janvier dernier, les droits des deux catégories d'actions ont été égaux, et il n'y a plus entre elles d'autre différence que celle du règlement des dividendes et des intérêts auxquels chacune d'elles a droit.

Cette différence n'est que de 35 fr., et celle qui ressort des cours respectifs des actions anciennes et nouvelles est de plus de 50 fr.

L'Est hongrois se tient à 350. Le Romain vaut 125 et les tendances à la hausse sont très marquées; le Nord d'Espagne est ferme à 100; c'est seulement après l'assemblée générale que l'on connaît la valeur du coupon des obligations à revenu variable; ces titres sont à 125.

Les obligations Roumains ont monté vivement depuis quelques jours; on les tient à 184; les Portugaises, valent 159, les Pampe-lune, 152 50.

Recettes des chemins de fer. — La 9^e semaine de 1872 n'a pas favorisé nos chemins de fer français. Le Nord, l'Ouest, l'Orléans et le Midi ne nous présentent que de faibles recettes, et les autres réseaux n'accusent que de faibles augmentations. Le Lyon continue à tenir la corde; son excédent s'élève, sur son ancienne année, à 2,044,000 fr., et à 44,000 fr. sur son nouveau. Le trafic est toujours considérable sur cette ligne. L'Orléans, ancien réseau, a une augmentation de 199,000 fr.; les nouvelles lignes gagnent 90,000 fr. Le Nord, ancien réseau, a progressé de 67,000 fr.; l'augmentation sur le nouveau est de 36,000 fr. L'Ouest a un excédent de 81,000 fr. sur son ancien réseau, et de 4,300 fr. sur les anciennes lignes. Le Midi reste en diminution sur chacun de ses réseaux; l'ancien perd 45,000 fr., le nouveau 27,000 fr. L'Est nous donne encore sa recette sans aucune comparaison; elle atteint le chiffre, pour cette semaine, de 1,644,000 fr.

La tenue des chemins Autrichiens est par continuation mauvaise. Le trafic se ralentit de jour en jour, et les recettes sont en diminution constante. Cette semaine-ci, comparativement à la semaine correspondante de 1870, est en perte de 324,000 fr., soit de 20,130 0/0 par kilomètre. L'ensemble de l'exercice présente une diminution de 377,535 fr., soit de 2 37 0/0 par kilomètre. Les chemins Lombards ne sont pas plus favorisés; seul le réseau de la Haute-Italie est en augmentation; il gagne 201,247 fr., ou 10,20 0/0; le réseau du Sud de l'Autriche a perdu de nouveau 162,255 fr., ou 9,70 0/0.

Les chemins Espagnols sont en légère amélioration. Le Madrid à Saragosse suit fait tâche au milieu de cette petite progression; il perd encore 5,552 fr. Le Nord de l'Espagne reste avec le bel excédent de 87,000 fr.; le produit kilométrique un progrès de 32,940 0/0. Le Barcelone-Pampelune gagne 9,200 fr., ou 4,57 0/0; le Séville Xérès, 5,300 fr., ou 7,62 0/0; le Cordoue Séville, 2,040 fr., ou 3,69 0/0. Les chemins Portugais ont augmenté de 24,000 fr. Les Roumains, comparativement à la semaine correspondante de 1870, ont une augmentation de 51,000 fr.

Valeurs diverses. — Le Gaz reste très ferme à 716 25. Les actions du canal de Suez sont délaissées; elles sont cotées 275 fr. Les Petites-Voitures sont en hausse. Nous avons réduit à néant les craintes exprimées, par certains journaux sur l'avenir de la Société à propos d'une concurrence possible d'une Société qui n'est pas encore formée, et qui, selon toute vraisemblance, ne pourra pas se constituer. Les capitaux que l'on sollicite ont d'autres occasions plus fructueuses d'employer, et le public n'est pas assez riche pour se hasarder dans une aventure.

On pousse les actions de la compagnie l'Al-Hance. Avant de se risquer sur cette valeur, qui se négocie sur le marché du brie-à-brie de la Bourse, entre trois et quatre francs, il faut savoir que toutes les bases et sur quelles espérances on tente de faire un mouvement. Jusqu'à présent, la Société n'a vué que par des émissions de titres, et les actions, ne valaient pas pour nous plus que le papier noir. La Compagnie va-t-elle entrer dans l'exploitation sérieuse de ses brevets? Voilà ce que nous ne pouvons dire encore.

Le marché des obligations des Halles et Marchés de Naples est parfaitement stable; les transactions sur ces valeurs sont très courantes; les cours se maintiennent, on les traite à 175 fr., avec tendance à la hausse. Le titre est avantageux, car il rapporte plus de 12 0/0 et les arrérages en sont payés exactement tous les trois mois.

Les Messageries et les Omnibus sont très fermes.

La Compagnie transatlantique se ressent enfin de l'apaisement qui, sous la présidence de l'honorable M. Vandal, s'est produit dans les rapports de l'administration actuelle avec ses anciens patrons.

Cette compagnie avait été, bien à tort, rendue responsable de la construction d'un matériel défectueux par suite des grands progrès de l'application de la vapeur à l'art nautique.

Les bruits de rachat, qui avaient couru il y a quelque temps, n'étaient pas fondés; mais ce qui était, c'est le grand avantage que la Société doit tirer de la transformation de ses navires. Ce travail est en cours d'exécution, et cette transformation, qui se poursuit avec des fonds provenant de ses réserves, lui donnera une économie considérable dans ses frais d'exploitation et lui permettra d'appliquer une grande partie de la subvention à l'amortissement rapide de ses obligations et de ses actions.

Un coupon de 10 francs vient d'être détaché de ces actions, qui ont monté à 260 fr. et à 258 fr. 75, et sont très recherchées à ce dernier cours.

Les cours des titres du Crédit foncier suisse s'est non-seulement maintenu, mais sensiblement élevé. On s'attend à une hausse plus

accentuée, et comme elle se produit insensiblement et sans secousses, c'est un symptôme de solidité.

La Banque territoriale d'Espagne se prépare à faire son apparition.

Cours des valeurs en banque

6 0/0 Américain, J. 16 octobre 71.....	105 1/4
3 0/0 Intérieur Espagnol, J. juillet.....	20 1/16
3 0/0 Extérieur Espagnol 1867-69, J. juil.	31 1/2
3 0/0 — 1867-69, J. janv.....	30 13/16
5 0/0 Pontifical 60-61, J. octobre 71.....	68 1/4
5 0/0 — 1868, octobre 71.....	68 1/4
7 0/0 Egyptien, J. 15 juillet 71.....	87 1/4
5 0/0 Autrichien converti, J. juillet.....	1 62 3/4
5 0/0 Turc, J. juillet 1871.....	52 1/2
Lots Russes de 1861 fr.....	n/a
— 1862, fr.....	52 1/2
Obligations Romaines d'Italie.....	470 "
Lots Russes 1883, J. juillet.....	535 "
— 1866, J. septembre.....	537 1/2
Lots d'Autriche 1854, J. avril.....	550 "
— 1861, J. avril.....	537
Crédit Lose 1868.....	435 50
Ville Obligat. de Florence.....	100 50
— de Naples, J. novembre.....	134 75
— de Madrid, J. janvier.....	46 "
— de Milan 1861.....	29 50
— 1866.....	8 50
— de Venise.....	17 75
— de Bavière.....	50 50
Mobilier italien, J. 100 fr.....	860 "
Banque de Crédit italien, J. mai 61.....	622 50
Chemins de fer russes, J. 15 juillet.....	496 25
— Méridionaux, J. juillet.....	437 50
— Victor-Emm. J. janv. 66.....	79 "
— Ouest-Suisse, J. mai 60.....	277 50
— Franco-Suisse, J. juin 61.....	266 50

DITÉ. — 7 h 0/0		AMBIGU-COMIQUE. — 7 h 1/2	
LE ROI CAROTTE		LA VAGABONDE	
op.-b., 4 actes, 4 & 23 tabl.	dr. 3 a., 5	Fr. Brizard	dr. 3 a., 5
Principaux	Principaux	Francisque Guérinot	Didier
Truquet	Soto	Fantouren	Montouis
Pierrot	Alexandre	Nonvasset	Delanglay
Le Koffre	Grivol	Seigrist	Seigrist
Le roi Carotte	Antoine	Monvass	Monvass
Quiribibi	Vicini	Jacques Bonavent	Fleury-Geury
Ladislav	Auréli	Cramponello	Thuilly
Schopp	Gravier	Camille	Paul Albert
Le roi Carotte	Callenla	Le Petit Jean	Le Petit Jean
Panza	Despard	Mère Briche	M. E. Picard
Ottocor	Lezavre	Madeleine	Rénée d'Abzac
Paul	Mallet	Laurine	Laurine
Robis-Lucron	Viani	Pimponette	M. E. Picard
Robis-Lucron	Zaima Bouffard		
Rosée du noir	Sesvete		
Cungédone	Gilbert	LE DRAME DE GONDO	
Colomonte	Mariani	dr. 5 actes, Mougear	
M. Pipertremet	P. Lyon	Henri de Kervan	Paul Glières
M. Truck	Herbert	Clément de Bremont	Montouis
M. Koffre	Despard	Le comte d'Alloy	Paul Didier
M. Schopp	Stéphane	Danglade	Delanglay
Thicla	Drouard	Maugin	Maugin
Christiane	Broche	Seigrist	Seigrist
Julia	A. Meis	William Hermer	William Hermer
Medalla	Roscoe	Castrovani	Dervier
Larocin des Abeilles Ant	Stéfano	Paul Albert	Paul Albert
Gilds	Beppo	Lamy	Lamy
	Le comosse	Le Petit	Réné d'Abzac
	Stémio	Mina	Marie Grandet
	La Venozza	Marie Leroux	Marie Leroux
	Cloudier	Val Aublain	Val Aublain
CHATEAU-D'EAU — 7 h 1/2		NOUVEAUTÉS. — 7 h 1/2.	
LE SPECTRE DE PATRICK		LE MARI DE JEANNE	
drame fantastique 5 a., 4 et tabl.	drame 5 a., 4 et tabl.	drame 5 actes, Charles Chincholle.	
Patrick	Taillade		